

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67070 Strasbourg

Strasbourg, le 31/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BERRY SUPERFOS (ex: RPC TEDECO)**

RUE D'OBERMODERN  
BP 30  
67330 Riedheim

Références : 0006700711/MM  
Code AIOT : 0006700711

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2024 dans l'établissement BERRY SUPERFOS (ex: RPC TEDECO) implanté RUE D OBERMODERN 67330 Bouxwiller. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BERRY SUPERFOS (ex: RPC TEDECO)
- RUE D OBERMODERN 67330 Bouxwiller
- Code AIOT : 0006700711
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une usine de fabrication de petits contenants alimentaires en plastiques.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Prévention GPI
- AN24 Rétention

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
2	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
3	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Débourbeur-déshuileur	Arrêté Préfectoral du 05/03/1993, article 22.3	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
6	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/03/1993, article 21.3	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
7	Plan du réseau d'égouts	Arrêté Préfectoral du 05/03/1993, article 20	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats font état de plusieurs non-conformités conduisant l'Inspection à proposer une mise en demeure pour le respect de prescriptions concernant, notamment, la gestion des eaux rejetées par le site, et la prévention du rejet de granulés plastiques industriels dans le milieu naturel.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'Inspection a constaté la présence de certains équipements visant à répondre à la prescription (pelles, balais, bacs de rétentions mobiles, poubelles, filtres sur avaloirs, ...).</p> <p>Cependant, la zone de dépotage des camions de granulés de plastiques industriels n'est pas associée à des dispositifs suffisants pour prévenir leur dissémination dans l'environnement. Cette zone, dont le sol n'est pas réalisé en forme de cuvette, est située à une quarantaine de mètres du portail principal du site, qui est lui-même situé légèrement en contrebas. Ainsi, en suivant la pente du site, les eaux pluviales peuvent ruisseler sur la zone de dépotage et sortir du site pour rejoindre le milieu naturel. Certains passages ne comportent pas de caniveau, ou autre dispositif, permettant de recueillir et traiter ces eaux, potentiellement chargées en granulés de plastiques, avant de sortir du site.</p> <p>De plus, l'Inspection a relevé la présence de plusieurs granulés de plastiques industriels, blancs et transparents, aux abords du site. Ces granulés ont été vus :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- après le portail principal en sortant du site, dans un caniveau à côté d'une benne bleue pour les papiers et cartons ;</li><li>- au niveau du point de rejet d'eau du site dans le milieu naturel (fossé) ;</li><li>- à plusieurs endroits dans le fossé longeant le site ;</li><li>- dans le fossé, au niveau des 2 côtés de l'accès secondaire situé à environ 120 mètres à l'Est de l'entrée principale.</li></ul> <p>Des contrôles visuels réalisés un peu plus loin dans le fossé en aval du site, et proche de la société GCM (située à environ 320 mètres à l'Est du site), n'ont pas permis de relever la présence de granulés plastiques.</p> <p>Il convient que l'exploitant mette en place les équipements nécessaires pour prévenir la dissémination de granulés plastiques dans l'environnement, et ce notamment, en prenant bien en compte les pentes et dénivelés présents sur le site et en effectuant des essais préliminaires afin de s'assurer que les eaux de ruissellement du site ne puisse pas en sortir directement sans traitement.</p> <p>Ce point est non-conforme</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

## N° 2 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</li><li>b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;</li><li>c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;</li><li>d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;</li><li>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</li><li>f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</li><li>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</li></ul> <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant dispose de procédures mais il ne les a pas toutes intégrées dans ses pratiques et son organisation. Par exemple, il ne procède pas régulièrement au nettoyage des abords du site placés sous son contrôle.</p> <p>En effet, l'Inspection a relevé la présence de plusieurs granulés de plastiques industriels, blancs et transparents, aux abords du site. Ces granulés ont été vus :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- après le portail principal en sortant du site, dans un caniveau à côté d'une benne bleue pour les papiers et cartons ;</li><li>- au niveau du point de rejet d'eau du site dans le milieu naturel (fossé) ;</li><li>- à plusieurs endroits dans le fossé longeant le site ;</li><li>- dans le fossé, au niveau des 2 côtés de l'accès secondaire situé à environ 120 mètres à l'Est de l'entrée principale.</li></ul> <p>Des contrôles visuels réalisés un peu plus loin dans le fossé en aval du site et proche de la société GCM (située à environ 320 mètres à l'Est du site), n'ont pas permis de relever la présence de granulés plastiques.</p> <p>Interrogé par l'Inspection à ce sujet, l'exploitant a confirmé qu'il ne procédait pas au ramassage des granulés plastiques aux abords du site. Il convient que l'exploitant procède au nettoyage des abords de son site, en incluant le ramassage des granulés plastiques.</p> <p>Il est également rappelé qu'en cas de curage des fossés, ceux-ci sont à réaliser entre les mois d'octobre et de février pour prévenir tout risque de destruction d'espèces animales ou végétales.</p>

Ce point est non-conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

**N° 3 : Audits des procédures par un organisme accrédité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté l'attestation de réalisation du dernier audit datée du 17/01/2023.</p> <p>Cependant, il ne met pas à disposition du public une synthèse de chaque rapport d'audit sur son site internet.</p> <p>Ce point est non-conforme</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Etat des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Etat des matières stockées.  Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  [...]  Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas d'état des matières stockés, facilement accessible et tenu en permanence à disposition.  Ce point est non-conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Débourbeur-déshuileur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/03/1993, article 22.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débourbeur-déshuileur
<b>Prescription contrôlée :</b>  22.3. Eaux pluviales Les eaux pluviales seront rejetées dans le Wappachgraben. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux de ruissellement des aires de stationnement, de chargement... seront collectées et subiront un traitement approprié avant leur rejet. Elles devront satisfaire aux normes suivantes : - MEST inférieures ou égales à 30 mg/l - hydrocarbures inférieurs à 20 mg/l (NF T 90-203).
<b>Constats :</b>  L'ensemble des eaux pluviales susceptibles d'être polluée ne subissent pas un traitement approprié avant leur rejet, comme par exemple les eaux pluviales provenant de la zone de dépôtage camions. Ce point est non-conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

**N° 6 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/03/1993, article 21.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vanne de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b>  21.3 Confinement des eaux d'extinction d'incendie Des dispositifs disposés à l'issue des réseaux en permettront la condamnation en cas d'incendie, afin d'éviter tout écoulement dans le milieu naturel ou vers la station d'épuration des eaux d'extinction. La consigne de mise en oeuvre de ces dispositifs ainsi que les personnes qui en seront responsables, seront mentionnées dans les consignes générales d'incendie. Ces eaux d'extinction devront pouvoir être repompées en vue de leur traitement ou de leur élimination en centre agréé (suivant le résultat de leurs analyses).
<b>Constats :</b>  Une vanne de confinement est présente sur site et a été testée lors de l'Inspection.  Cependant, l'ensemble des réseaux d'eaux rejetées ne transitent pas par cette vanne, ce qui ne permet pas d'éviter tout écoulement dans le milieu naturel ou vers la station d'épuration des éventuelles eaux d'extinction en cas d'incendie.  Ce point est non-conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

**N° 7 : Plan du réseau d'égouts**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/03/1993, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan du réseau d'égouts
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Un plan du réseau d'égouts faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas du plan répondant à la prescription. Il convient qu'il réalise un plan du réseau à jour concernant toutes les eaux rejetées et faisant, notamment, apparaître toutes les canalisations, les avaloirs, les vannes de confinement, les débourbeurs - séparateurs d'hydrocarbures et les points de rejets au milieu naturel ou en station d'épuration.  Ce point est non-conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois